



Communiqué de presse

Communications Nouveau-Brunswick

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

Nouvelle ligne directrice sur les mesures d'adaptation à l'égard des élèves ayant une incapacité (07/10/15)

NB 1320

le 15 octobre 2007

FREDERICTON (CNB) - La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick a élaboré une nouvelle ligne directrice sur le devoir d'accueillir les élèves ayant une incapacité dans les écoles publiques et privées, de la maternelle à la 12^e année.

« La Commission prépare des lignes directrices dans le cadre de son mandat de prévention dans le but d'aider les gens à comprendre leurs droits et leurs obligations en vertu de la *Loi sur les droits de la personne* », a déclaré le président de la Commission des droits de la personne, Gordon L. Porter. « Nous espérons que cette ligne directrice aidera les éducateurs et les parents à éviter des conflits en rapport aux mesures d'adaptation et mènera à une résolution raisonnable de tout problème qu'elles pourraient entraîner. »

L'analyse juridique de l'accueil des élèves ayant une incapacité n'est pas récente. En effet, elle se base sur la législation existante en matière de droits de la personne et les décisions judiciaires et des tribunaux des droits de la personne.

Le devoir de prendre des mesures d'adaptation raisonnables à l'égard des élèves ayant une incapacité comprend l'obligation d'accueillir ces élèves dans les salles de classe régulières, de permettre des absences de l'école en raison de l'incapacité et de les protéger contre le harcèlement de la part du personnel et des autres élèves. Il comprend également l'obligation de prendre des mesures d'adaptation raisonnables à l'égard des parents ayant une incapacité et qui ont des enfants qui peuvent ou non avoir une incapacité.

À titre d'exemples, les mesures d'adaptation comprennent des rampes pour fauteuils roulants, des méthodes alternatives d'enseignement, de l'équipement spécial et le soutien d'aides-enseignants.

La ligne directrice énonce de plus les responsabilités des écoles, d'autres fournisseurs de services, des syndicats, des parents et des élèves et explique les limites juridiques du devoir de prendre des mesures d'adaptation.

L'objectif de l'accueil des élèves ayant une incapacité est d'assurer leur plus grande participation possible, de façon opportune et dans la même mesure que les élèves non handicapés, pas seulement dans la salle de classe, mais aussi dans tous les secteurs de l'expérience éducative, y compris les activités parallèles au programme et parascolaires, et d'assurer qu'ils ont chacun la possibilité d'atteindre leur potentiel.

Ce qui est raisonnable est une considération dans les cas de mesures d'adaptation. Les personnes qui demandent que des mesures d'adaptation soient prises ont droit à des mesures raisonnables sans causer de contraintes excessives, ce qui n'entend pas nécessairement l'établissement d'une solution parfaite ou des mesures d'adaptation désirées.

De même, le droit de prendre des mesures d'adaptation s'applique aux élèves qui ont besoin de mesures d'adaptation en raison de leur religion, de leur sexe ou de n'importe lequel des 14 motifs de discrimination interdits énumérés dans la *Loi sur les droits de la personne*.

La ligne directrice peut être consultée dans le site Web. Celle-ci, et un dépliant expliquant les points saillants de la ligne directrice seront publiés en novembre. La Commission tiendra aussi des séances d'information pour les éducateurs et le grand public dans les districts scolaires de toute la province.

2007-10-15

PERSONNE-RESSOURCE : Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, 506-453-2301 ou 1-888-471-2233.

2007-10-15

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité